

**Art. 104.** Le titre 5 de la présente ordonnance produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 novembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—  
Note

*Session ordinaire 2019-2020*

Documents du Parlement :

A-17/1 Projet d'ordonnance.

A-17/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 novembre 2019.

**Art. 104.** Titel 5 van deze ordonnantie heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 november 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—  
Nota

*Gewone zitting 2019-2020*

Documenten van het Parlement :

A-17/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-17/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 november 2019.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42688]

**28 NOVEMBRE 2019.** — Ordonnance modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus dans le cadre de la reprise du service de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles et de la taxe de mise en circulation par la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

### TITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**TITRE 2.** — *Dispositions portant modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus*

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Dispositions modifiant le Titre II relatif à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles*

**Art. 2.** Dans la version française du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, tel que d'application en Région de Bruxelles-Capitale, l'intitulé du Chapitre II du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« Exonérations ».

**Art. 3.** Dans l'article 5 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 8 avril 2002, les modifications suivantes sont apportées :

i) dans la version française de la phrase liminaire, le mot « exempts » est remplacé par le mot « exonérés » ;

ii) dans le 2°, a), les mots « services publics d'autobus ou de services spéciaux d'autobus, en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles » sont

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/42688]

**28 NOVEMBER 2019.** — Ordonnantie tot wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen in het kader van de overname van de dienst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen en van de belasting op de inverkeerstelling door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

### TITEL 1. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**TITEL 2.** — *Bepalingen houdende de wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

**HOOFDSTUK 1.** — *Wijzigingsbepalingen van Titel II met betrekking tot de verkeersbelasting op de autovoertuigen*

**Art. 2.** In de Franse versie van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, zoals van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt het opschrift van Hoofdstuk II van Titel II vervangen als volgt :

« Exonérations ».

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 8 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i) in de Franse versie van de inleidende zin wordt het woord « exempts » vervangen door het woord « exonérés » ;

ii) in de bepaling onder 2°, a), worden de woorden « openbare busdiensten of van bijzondere autobusdiensten, ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door

remplacés par les mots « services réguliers ou de services réguliers spécialisés, en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars » ;

iii) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« les véhicules affectés exclusivement au transport de personnes malades ou blessées et, s'il s'agit de véhicules routiers, immatriculés comme ambulances ; » ;

iv) il est inséré un 3°bis rédigé comme suit :

« 3°bis les véhicules utilisés comme moyens de locomotion personnelle par :

a) les grands invalides de la guerre, militaires ou civils, et les personnes bénéficiant d'une pension de dédommagement en application de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, qui bénéficient d'une pension d'invalidité de 60 % au moins ;

b) les personnes frappées de cécité complète, de paralysie entière des membres supérieurs ou ayant subi l'amputation de ces membres et les personnes atteintes d'une invalidité permanente découlant directement des membres inférieurs et occasionnant un taux de 50 % au moins ; » ;

v) le 6°, b), est abrogé ;

vi) le 10°, inséré par la loi du 7 novembre 2000 et modifié par la loi du 8 avril 2002, est abrogé ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le bénéfice de l'exonération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°bis, est limité à une voiture particulière par personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°bis. » ;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la version française de la phrase liminaire, le mot « exemptés » est remplacé par le mot « exonérés » ;

b) le 2° est abrogé.

**Art. 4.** À l'article 9 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré, entre le A et le B, un *Abis* rédigé comme suit :

« *Abis*. Autocaravanes

Pour les autocaravanes au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 69°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, la taxe est fixée à 19,32 euros par 500 kilogrammes de masse maximale autorisée.

Lorsque la masse maximale autorisée est supérieure à 3.500 kilogrammes, la taxe est fixée forfaitairement à 154,56 euros. » ;

2° le F est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les remorques et semi-remorques dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 750 kg et qui sont exclusivement tirées par une voiture particulière, une voiture mixte, un minibus, une ambulance, une motocyclette, une camionnette, une autocaravane, un autobus ou un autocar sont exonérés de la taxe. ».

**Art. 5.** À l'article 10, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1°, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, est remplacé par ce qui suit :

« 1° pour les véhicules mis en circulation depuis plus de trente ans au moment de la débiton de l'impôt ; » ;

b) un 1°bis rédigé comme suit est inséré entre les 1° et 2° :

« 1°bis pour les véhicules répondant à l'une des conditions suivantes :

a) les véhicules mis en circulation depuis plus de vingt-cinq ans à l'exercice d'imposition 2020 ;

b) les véhicules mis en circulation depuis plus de vingt-six ans à l'exercice d'imposition 2021 ;

c) les véhicules mis en circulation depuis plus de vingt-sept ans à l'exercice d'imposition 2022 ;

middel van autovoertuigen » vervangen door de woorden « geregelde diensten of van bijzondere geregelde diensten, in uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezondigd vervoer van personen over de weg met autobussen en autocars » ;

iii) de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt :

« de voertuigen uitsluitend gebruikt voor het vervoer van zieke of gewonde personen en, indien het wegvoertuigen betreft, ingeschreven als ziekenauto's ; » ;

iv) een bepaling onder 3°bis wordt ingevoegd, luidende :

« 3°bis de voertuigen als persoonlijk vervoermiddel gebruikt door :

a) de groot-oorlogsinvaliden, militaire of burgerlijke, en de personen die een herstelpensioen in toepassing van het wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme genieten, die een invaliditeitspensioen van ten minste 60 % genieten ;

b) de personen die volledig blind zijn, volledig verlamd zijn aan de bovenste ledematen of wier bovenste ledematen geamputeerd zijn en de personen die aangetast zijn door een blijvende invaliditeit die rechtstreeks toe te schrijven is aan de onderste ledematen en ten minste 50 % bedraagt ; » ;

v) de bepaling onder 6°, b), wordt opgeheven ;

vi) de bepaling onder 10°, ingevoegd bij de wet van 7 november 2000 en gewijzigd bij de wet van 8 april 2002, wordt opgeheven ;

b) tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

« Het voordeel van de in het eerste lid, 3°bis bedoelde vrijstelling, is beperkt tot één bepaald voertuig per in het eerste lid, 3°bis bedoelde persoon. » ;

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse versie van de inleidende zin wordt het woord « exemptés » vervangen door het woord « exonérés » ;

b) de bepaling onder 2° wordt opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 9 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen A en B, wordt een *Abis* ingevoegd, luidende :

« *Abis*. Kampeerwagens

Voor de kampeerwagens in de zin van artikel 1, § 2, 69°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidsstoelbehooren moeten voldoen, is de belasting vastgesteld op 19,32 euro per 500 kilogram maximaal toegelaten massa.

Als de maximaal toegelaten massa 3.500 kilogram overschrijdt, wordt de belasting forfaitair vastgesteld op 154,56 euro. » ;

2° F wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« In afwijking van het eerste lid worden de aanhangwagens en de opleggers waarvan de maximaal toegelaten massa 750 kg niet overschrijdt en die uitsluitend worden getrokken door een personenauto, een auto voor dubbel gebruik, een minibus, een ziekenauto, een motorfiets, een lichte vrachtauto, een kampeerwagen, een autobus of een autocar, vrijgesteld van de belasting. ».

**Art. 5.** In artikel 10 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste paragraaf, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 1°, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt vervangen als volgt :

« 1° voor de voertuigen die bij het ontstaan van de belastingschuld sedert meer dan dertig jaar in het verkeer zijn gebracht ; » ;

b) de bepaling onder 1°bis wordt ingevoegd tussen de bepalingen onder 1° en 2° :

« 1°bis voor de voertuigen die voldoen aan één van de volgende voorwaarden :

a) de voertuigen die sedert meer dan vijftig jaar in het verkeer zijn gebracht bij het aanslagjaar 2020 ;

b) de voertuigen die sedert meer dan zesentwintig jaar in het verkeer zijn gebracht bij het aanslagjaar 2021 ;

c) de voertuigen die sedert meer dan zevenentwintig jaar in het verkeer zijn gebracht bij het aanslagjaar 2022 ;

d) les véhicules mis en circulation depuis plus de vingt-huit ans à l'exercice d'imposition 2023 ;

e) les véhicules mis en circulation depuis plus de vingt-neuf ans à l'exercice d'imposition 2024 ; » ;

c) le 3° est abrogé ;

2° le paragraphe 2, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2001, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le montant de la taxe due pour un véhicule ne peut pas être inférieure à 23,16 euros. ».

**Art. 6.** Dans la version française de l'article 13 du même Code, rétabli par la loi du 11 avril 1983, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire, le mot « Exemption » est remplacé par le mot « Exonération » ;

2° dans le 1°, le mot « exemptés » est remplacés par le mot « exonérés » et le mot « exemption » est remplacé par le mot « exonération » ;

3° dans le 2°, le mot « exemption » est remplacé par le mot « exonération ».

**Art. 7.** L'article 14 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, est abrogé.

**Art. 8.** L'article 15 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, est abrogé.

**Art. 9.** L'article 16 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, est abrogé.

**Art. 10.** Dans la version française de l'article 23 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, le mot « exemption » est remplacé par le mot « exonération ».

**Art. 11.** Dans la version française de l'article 23bis du même Code, inséré par la loi du 25 janvier 1999, le mot « exemption » est remplacé par le mot « exonération ».

**Art. 12.** Le Chapitre IX du Titre II du même Code est abrogé.

**Art. 13.** L'article 29 du même Code, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le Titre V relatif à la taxe de mise en circulation*

**Art. 14.** Dans la version française du même Code, l'intitulé du Chapitre II du Titre V est remplacé par ce qui suit :

« Exonérations ».

**Art. 15.** Dans l'article 96 du même Code, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juin 1992, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la version française de la phrase liminaire, le mot « exemptés » est remplacé par le mot « exonérés » ;

b) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° les véhicules, aéronefs et bateaux, définis à l'article 94, affectés exclusivement à un service public de l'État, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations ou des communes ; » ;

2° le 3°, a), est remplacé par ce qui suit :

« a) les grands invalides de la guerre, militaires ou civils, et les personnes bénéficiant d'une pension de dédommagement en application de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, qui bénéficient d'une pension d'invalidité de 60 % au moins ; » ;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le bénéfice de l'exonération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est limité à une voiture particulière par personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. ».

**Art. 16.** Dans l'article 100, § 2, du même Code, inséré par l'ordonnance du 13 juin 2002, les mots « lors du transfert entre époux ou du transfert entre personnes séparées en raison du divorce » sont remplacés par les mots « lors du transfert entre époux, entre cohabitants légaux ou du transfert entre personnes séparées en raison du divorce ou de la cessation de cohabitation légale ».

d) de voertuigen die sedert meer dan achtentwintig jaar in het verkeer zijn gebracht bij het aanslagjaar 2023 ;

e) de voertuigen die sedert meer dan negentwintig jaar in het verkeer zijn gebracht bij het aanslagjaar 2024 ; » ;

c) de bepaling onder 3° wordt opgeheven ;

2° het tweede paragraaf, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2001, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het bedrag van de verschuldigde belasting voor een voertuig mag niet lager dan 23,16 euro zijn. ».

**Art. 6.** In de Franse versie van artikel 13 van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 11 april 1983, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin wordt het woord « Exemption » vervangen door het woord « Exonération » ;

2° in de bepaling onder 1° wordt het woord « exemptés » vervangen door het woord « exonérés » en wordt het woord « exemption » vervangen door het woord « exonération » ;

3° in de bepaling onder 2° wordt het woord « exemption » vervangen door het woord « exonération ».

**Art. 7.** Artikel 14 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 15 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 16 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt opgeheven.

**Art. 10.** In de Franse versie van artikel 23 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt het woord « exemption » vervangen door het woord « exonération ».

**Art. 11.** In de Franse versie van artikel 23bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 januari 1999, wordt het woord « exemption » vervangen door het woord « exonération ».

**Art. 12.** Hoofdstuk IX van titel II van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 13.** Artikel 29 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 januari 1999, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen van Titel V met betrekking tot de belasting op de inkeerstelling*

**Art. 14.** In de Franse versie van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Hoofdstuk II van Titel V vervangen als volgt :

« Exonérations ».

**Art. 15.** In artikel 96 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juni 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse versie van de inleidende zin wordt het woord « exemptés » vervangen door het woord « exonérés » ;

b) de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° de voertuigen, de luchtvaartuigen en de boten, zoals omschreven in artikel 94, uitsluitend gebruikt voor een openbare dienst van de staat, de gewesten, de provincies, de agglomeraties of de gemeenten ; » ;

2° de bepaling onder 3°, a), wordt vervangen als volgt :

« a) de groot-oorlogsinvaliden, militaire of burgerlijke, en de personen die een herstelpensioen in toepassing van het wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme genieten, die een invaliditeitspensioen van ten minste 60 % genieten ; » ;

3° tussen het eerste en tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

« Het voordeel van de in het eerste lid, 3°, bedoelde vrijstelling, is beperkt tot één bepaald voertuig per in het eerste lid, 3°, bedoelde persoon. ».

**Art. 16.** In artikel 100, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de ordonnantie 13 juni 2002, worden de woorden « naar aanleiding van een overdracht tussen de echtgenoten of een overdracht tussen uit de echt gescheiden personen ingevolge de echtscheiding » vervangen door de woorden « naar aanleiding van een overdracht tussen echtgenoten, tussen wettelijk samenwonenden of een overdracht tussen gescheiden personen ingevolge de echtscheiding of de stopzetting van de wettelijke samenwoning ».

**TITRE 3. — Disposition finale et entrée en vigueur**

**Art. 17.** Les articles 3, 1°, a, iii, iv, v, vi, 2°, b, 4, 5, 7, 8, 9, 15, 1°, b., et 2°, ne sont pas applicables aux contribuables qui sont une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing.

**Art. 18.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ses dispositions sont d'application à partir de l'exercice d'imposition 2020.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 novembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—  
Note

Session ordinaire 2019-2020

Documents du Parlement :

A-18/1 Projet d'ordonnance.

A-18/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 15 novembre 2019.

**TITEL 3. — Slotbepaling en inwerkingtreding**

**Art. 17.** Artikelen 3, 1°, a, iii, iv, v, vi, 2°, b, 4, 5, 7, 8, 9, 15, 1°, b., en 2°, zijn niet van toepassing op belastingplichtigen die een vennootschap, een autonoom overheidsbedrijf of een vereniging zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten zijn.

**Art. 18.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2020. Haar bepalingen zijn van toepassing vanaf het belastingjaar 2020.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 november 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—  
Nota

Gewone zitting 2019-2020

Documenten van het Parlement :

A-18/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-18/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 15 november 2019.

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2019/42689]

**28 NOVEMBRE 2019. — Ordonnance transposant la directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions introductives*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente ordonnance transpose la directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne.

CHAPITRE 2. — *Objet et champ d'application*

**Art. 3.** La présente ordonnance établit des règles et procédures relatives à la collaboration entre d'une part l'autorité compétente et d'autre part une autorité étrangère à travers un mécanisme destiné à régler les différends qui découlent de l'interprétation et de l'application d'accords et de conventions qui prévoient l'élimination de la double imposition du revenu et, le cas échéant, de la fortune.

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2019/42689]

**28 NOVEMBER 2019. — Ordonnantie houdende omzetting van Richtlijn 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie**

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze ordonnantie voorziet in de omzetting van richtlijn 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie.

HOOFDSTUK 2. — *Voorwerp en toepassingsgebied*

**Art. 3.** Deze ordonnantie legt de voorschriften en procedures vast voor de samenwerking tussen enerzijds de bevoegde autoriteit en anderzijds een buitenlandse autoriteit met betrekking tot een mechanisme ter beslechting van geschillen welke ontstaan naar aanleiding van de interpretatie en toepassing van overeenkomsten en verdragen die voorzien in de afschaffing van dubbele belasting op inkomsten en, waar van toepassing, op vermogen.